

COMPTE-RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE BAGNERES DE LUCHON
SEANCE DU 13 DECEMBRE 2019

Affiché le : 20/12/2019.

L'an deux mille dix-neuf, le treize décembre, à vingt et une heures, le Conseil Municipal s'est réuni, sous la Présidence de monsieur Louis FERRE, Maire, en session ordinaire dans la salle des délibérations, à l'Hôtel de Ville, sur la convocation qui lui a été adressée par monsieur le Maire, le neuf décembre deux mille dix-neuf conformément aux articles L.2121-10 et L.2121-11 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Etaient présents : M. le Maire, M. Claude LUPIAC, Mme Michèle CAU, M. Yves LAVAL, M. Jean-Louis REDONNET, Adjoints au Maire.

Mme Brigitte LAPEBIE, M. Joseph SAINT-MARTIN, Mme Sylvie BEDECARRATS, M. Rémi CASTILLON, Mme Mauricette MARKIDES, M. Alain LEFAUQUEUR, M. J.Paul LADRIX, M. Guy CATTAL, Mme Nathalie SANCHEZ, Conseillers Municipaux.

Excusés :

Mme Hélène ESCAZAUX ayant donné procuration à M. Claude LUPIAC.

M. Gilbert PORTES ayant donné procuration à M. Joseph SAINT MARTIN.

Mme Audrey AZAM ayant donné procuration à M. Yves LAVAL

M. Mickaël JONES ayant donné procuration à Mme Brigitte LAPEBIE.

M. Eric FARRUS ayant donné procuration à Mme Nathalie SANCHEZ.

Mme Gémita AZUM ayant donné procuration à Mme Michèle CAU.

Absents : M. John PALACIN, Mme Pauline SARRATO.

Les conseillers présents forment la majorité des membres en exercice conformément à l'article L.2121-17 du CGCT. Conformément aux dispositions de l'article L.2121-15 du CGCT, un secrétaire a été désigné, M. Rémi CASTILLON ayant obtenu la majorité des suffrages a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il accepte.

Monsieur le Maire, indique aux élus que le quorum est atteint et ouvre la séance.

Il énonce les pouvoirs :

Mme Hélène ESCAZAUX ayant donné procuration à M. Claude LUPIAC

M. Gilbert PORTES ayant donné procuration à M. Joseph SAINT-MARTIN

Mme Audrey AZAM ayant donné procuration à M. Yves LAVAL

M. Mickaël JONES ayant donné procuration à Mme Brigitte LAPEBIE

M. Eric FARRUS ayant donné procuration à Mme Nathalie SANCHEZ

Mme Gémita AZUM ayant donné procuration à Mme Michèle CAU

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir prendre acte que l'intitulé de la délibération n° 9 de l'ordre du jour (Affaires Ehpad ERA CASO) a été modifié suite à des échanges avec la DRFIP postérieurs à l'envoi des convocations et à l'affichage de l'avis du Conseil Municipal.

Pour mémoire, la convocation et l'ordre du jour stipulent :

« 9. Dissolution de la régie autonome de l'Ehpad « ERA CASO » et mise en régie directe du service ».

A l'issue des échanges avec la DRFIP, il a été décidé d'intituler la délibération de la manière suivante :

« 9. Régie municipale à caractère administratif dotée de la seule autonomie financière de l'Ehpad ERA CASO : retrait de l'autonomie financière ».

Il est ensuite procédé à l'examen des points inscrits à l'ordre du jour.

AFFAIRES THERMALES

1. DECISION MODIFICATIVE N° 4 DES THERMES

Rapporteur : Madame CAU

Madame CAU propose aux élus d'apporter les modifications suivantes dans les ouvertures de crédits prévues au budget annexe 2019 des thermes.

Section investissement

Dépenses

2313 (o)	CONSTRUCTION	15 330€
	TOTAL	15 330€

Recettes

2315 (o)	INSTALLATIONS MATERIELS ET OUTILLAGE TECHNIQUES	15 330€
	TOTAL	15 330€

Section de fonctionnement

Dépenses

Recettes

Madame CAU demande donc à l'assemblée d'approuver la décision modificative n°4 par article ou par opération en section d'investissement et par chapitre en section de fonctionnement tel que suit :

Section investissement

Dépenses

2313 (o)	15 330€
TOTAL	15 330€

Recettes

2315 (o)	15 330€
TOTAL	15 330€

Section de fonctionnement

Dépenses

Recettes

Vu l'avis favorable de la Commission des Finances du 12/12/2019.

Suite à l'avis du Conseil d'Exploitation des thermes du 13/12/2019.

Madame CAU propose aux élus d'approuver ces modifications.

Le Conseil d'Exploitation, après délibération à l'unanimité, approuve la décision modificative n°4 par article ou par opération en section d'investissement et par chapitre en section de fonctionnement tel qu'exposée en séance.

2. MODALITES D'UTILISATION DU BATIMENT CHANMBERT PAR LA REGIE DES THERMES

Rapporteur : Madame CAU

Madame CAU rappelle aux élus que suite à la délibération du 14 décembre 2018, l'ancienne régie des thermes a été dissoute. Cette dissolution a été l'occasion d'effectuer la reprise du bâtiment Chambert dans l'actif de la Ville afin de :

- Finaliser le transfert de l'activité piscine sportive par la Ville ;
- Donner la possibilité à la Ville d'engager des travaux sur le bâtiment (fresques, réhabilitation du bâtiment pour la partie non utilisée par l'activité thermique, etc.).

La régie des thermes continue à utiliser le bâtiment Chambert pour son activité thermique. Elle supportera les dépenses d'investissement sur cette partie du bâtiment. Au titre de son utilisation de cette partie du bâtiment, la régie des thermes s'acquitte d'un loyer compris dans la redevance annuelle versée à la Ville.

La Commune rembourse aux thermes la consommation d'eau de la piscine sportive sur l'exercice en fonction du relevé effectué.

La Commune vers une compensation de 2 500€ aux thermes aux titres des autres dépenses de fluides (électricité et gaz).

Vu l'avis favorable de la Commission des Finances du 12/12/2019.

Suite à l'avis du Conseil d'Exploitation du 13/12/2019.

Madame CAU propose à l'assemblée délibérante d'adopter les modalités d'utilisation exposées en séance.

Le Conseil Municipal, après délibération à l'unanimité, adopte les modalités d'utilisation du bâtiment Chambert par les thermes telles qu'exposées en séance.

3. PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE DEPLACEMENT A L'OCCASION DU SALON DES THERMALIES 2020

Rapporteur : Madame CAU

Madame CAU informe l'assemblée délibérante que la régie des Thermes de Luchon sera représentée au salon des « Thermalies » à Paris du 22 au 26 janvier 2020 par un agent de la régie des Thermes, par le Directeur Général, M. Jean-Claude Tiné, par monsieur le Maire, Président de la régie, Louis Ferré et par monsieur le Maire Adjoint au thermalisme, monsieur Jean-Louis REDONNET.

Après avis favorable de la Commission Santé Thermalisme du 26 novembre 2019, avis favorable de la Commission des Finances du 12/12/2019 et avis du Conseil d'Exploitation de la Régie des Thermes du 13/12/2019, madame CAU propose à l'assemblée délibérante que l'intégralité des frais engagés (hôtel, transport et repas) soit prise en charge directement par la Régie des Thermes, afin de ne pas faire supporter à l'agent, au Directeur Général, à monsieur le Maire, Président de la régie et au Maire Adjoint au thermalisme le coût des transports, repas et nuitées.

Il convient en outre d'en autoriser le paiement sur présentation des factures ainsi que le remboursement des repas aux frais réels.

Après avis favorable de la Commission des Finances en date du 12/12/2019,

Après avis du Conseil d'Exploitation en date du 13/12/2019,

Madame CAU propose aux élus d'approuver la prise en charge des frais telle qu'exposée en séance.

Le Conseil Municipal, après délibération à l'unanimité, approuve la prise en charge des frais selon les modalités exposées en séance.

4. PARTICIPATION AU SALON DES THERMALIES 2020 DE L'OFFICE DE TOURISME INTERCOMMUNAL PYRENEES 31, DE LA REGIE DES THERMES ET LUCHON FORME ET BIEN-ETRE, REPARTITION DES FRAIS

Rapporteur : Monsieur REDONNET

Monsieur REDONNET rappelle à l'assemblée délibérante que la Régie des Thermes sera présente au salon des Thermalies 2020, divers frais tels la location d'un stand, la fourniture multimédia, l'électricité et les fluides sont à prendre en compte.

Monsieur REDONNET indique que la location du stand et la fourniture multimédia, électricité et fluides fera l'objet d'une facturation à La Régie des Thermes.

Le coût de l'opération hors fluides, s'élève à 15 413,60 euros HT.

L'Office de Tourisme Pyrénées 31 prend en charge 5 000,00 euros, le solde sera réparti entre La Régie des Thermes et Luchon Forme Bien Être et fera l'objet d'une convention spécifique.

La convention formalisant les modalités financières a été rédigée et monsieur REDONNET en donne lecture à l'assemblée délibérante.

Vu l'avis favorable de la Commission Santé Thermalisme du 25/11/2019

Vu l'avis favorable de la Commission des Finances du 12/12/2019,

Vu l'avis du Conseil d'Exploitation de la Régie des Thermes en date du 13/12/2019,

Monsieur REDONNET propose à l'assemblée délibérante d'approuver cette convention telle qu'exposée en séance et d'autoriser monsieur le Maire, Président du Conseil d'Exploitation à la signer.

Le Conseil d'Exploitation, après délibération à l'unanimité, approuve la convention telle qu'exposée en séance et autorise monsieur le Maire, Président du Conseil d'Exploitation à la signer.

5. TRANSFORMATION D'UN CONTRAT CDII EN CONTRAT CDI

Rapporteur : Monsieur REDONNET

Monsieur REDONNET demande à l'assemblée d'émettre un vote favorable pour procéder à une transformation d'un contrat CDII de 11 mois en CDI afin d'assurer le fonctionnement des Thermes de Luchon et de pourvoir au remplacement d'un agent de la Fonction Publique Territoriale agissant en qualité de régisseur de recettes et d'avances des arrhes.

Cette transformation de poste est à opérer au 1^{er} janvier 2020.

Il s'agit de :

Personnel administratif CDI :

JANVIER 2020 :

- 1 agent administratif hautement qualifié en CDI à temps complet en remplacement d'un agent de la Fonction Publique Territoriale, dans l'impossibilité d'assurer la fonction de régisseur de recettes et d'avances des arrhes.

La détermination du traitement de l'agent en CDI se fera sur la base de la Convention Collective du Thermalisme et du protocole relatif aux agents de droit privé des Thermes de Luchon, maintenu par la commune à titre unilatéral.

Pour le salarié concerné par la présente délibération, la classification de poste se fera selon les termes de l'accord précité et la Convention Collective du Thermalisme.

Vu l'avis favorable de la Commission Santé Thermalisme du 25/11/2019.

Vu l'avis favorable de la Commission des Finances du 12/12/2019.

Vu l'avis du Comité Technique du 12/12/2019.

Vu l'avis du Conseil d'Exploitation de la Régie des Thermes en date du 13/12/2019.

Monsieur REDONNET demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir émettre un vote favorable à cette transformation de contrat selon les modalités exposées en séance.

Le Conseil Municipal, après délibération à l'unanimité, approuve la transformation de contrat selon les modalités exposées en séance.

6. RECRUTEMENT DE DEUX VOLONTAIRES DANS LE CADRE DU SERVICE CIVIQUE

Rapporteur : Monsieur REDONNET

Monsieur REDONNET informe l'assemblée délibérante que les Thermes de Luchon souhaitent, dans le cadre du service civique, procéder au recrutement pour une période de 8 mois de deux volontaires afin d'accueillir, guider et accompagner les curistes, notamment les nouveaux arrivants.

Monsieur REDONNET donne lecture du projet du dossier de service civique aux élus.

La prestation mensuelle minimale obligatoire sera de 107,58 euros bruts par jeune recruté.

Après avis favorable de la Commission Santé Thermalisme du 25/11/2019.

Vu l'avis du Comité Technique du 12/12/2019.

Vu l'avis favorable de la Commission des Finances du 12/12/2019.

Après avis du Conseil d'Exploitation en date du 13/12/2019.

Monsieur REDONNET propose à l'assemblée délibérante d'émettre un vote favorable pour ce projet de recrutement de deux volontaires dans le cadre du Service Civique.

Le Conseil Municipal, après délibération à l'unanimité, approuve le projet de recrutement de deux volontaires dans le cadre du Service Civique et selon les modalités exposées en séance.

7. ANNULATION ET REMPLACEMENT DE LA DELIBERATION DU 30/01/2016 FIXANT LE MONTANT DES ARRHEES POUR LES RESERVATIONS DES CURES

Rapporteur : Monsieur REDONNET

Monsieur REDONNET informe l'assemblée que la Régie des Thermes de Luchon souhaite annuler la délibération du 30/01/2016 fixant le montant des arrhes dans le cadre des inscriptions préalables et fixant des frais de dossier à 10 euros en cas d'annulation de la cure et à 5 euros pour modification de date et/ou d'horaire.

Ces deux mesures sont en effet contraires à la réglementation en vigueur en matière de cure conventionnée et n'ont de ce fait dans la pratique jamais été appliquées.

Monsieur REDONNET propose aux membres du Conseil d'Exploitation que le montant des arrhes reste inchangé à savoir 50 euros par personne et 100 euros par couple ou par famille (parents-enfants) et que les arrhes soient remboursées en cas d'annulation de cure sur présentation d'un certificat médical attestant l'incapacité physique à se déplacer en cure, en cas de maladie ou hospitalisation ou en cas de force majeure sur présentation d'un justificatif.

Vu l'avis favorable de la Commission Santé Thermalisme du 25/11/2019.

Vu l'avis favorable de la Commission des finances du 12/12/2019.

Après avis du Conseil d'Exploitation en date du 13/11/2019.

Monsieur REDONNET propose à l'assemblée délibérante d'approuver l'annulation de la délibération du 30/01/2016 fixant le montant des arrhes pour les réservations des cures et les modalités exposées en séance relatives aux montants des arrhes et des modalités d'annulation.

Le Conseil Municipal, après délibération à l'unanimité, approuve l'annulation de la délibération du 30/01/2016 fixant le montant des arrhes pour les réservations des cures et les modalités exposées en séance relatives aux montants des arrhes et des modalités d'annulation.

AFFAIRES EHPAD ERA CASO

8. AFFECTATION DU RESULTAT 2017 ET 2018 DE L'EHPAD ERA CASO

Rapporteur : Madame CAU

Compte tenu de l'analyse du compte administratif par le Conseil Départemental et par l'Agence Régionale de Santé, les résultats 2017 de la section dépendance et de la section soins sont :

Dépendance :

Recettes	345 643,60 €
Dépenses	306 508,99 €
Excédent	39 134,61 €

Soins :

Recettes	425 016,00 €
Dépenses	819 234,21 €
Déficit	394 218,21 €

Pour donner suite aux négociations avec les autorités de tarification madame CAU propose à l'assemblée délibérante d'affecter les résultats comme suit :

Section Dépendance :

- Réserve de compensation 39 134,61 €

Section Soins :

- Report à nouveau - 394 218,21 €

Le solde de la réserve de compensation pour la section dépendance s'élève à 197 245,22 € au 31/12/2018.

Compte tenu de l'analyse du compte administratif par le Conseil Départemental et par l'Agence Régionale de Santé, les résultats 2018 sont :

Hébergement :

Recettes	1 299 341,92 €
Dépenses	1 401 415,58 €
Déficit	102 073,66 €

Dépendance :

Recettes	362 815,56 €
Dépenses	296 606,53 €
Excédent	66 209,03 €

Soins :

Recettes	1 296 599,28 €
Dépenses	840 474,00 €
Excédent	456 125,28 €

Le report à nouveau déficitaire de la section soins de l'exercice 2017 d'un montant de – 394 218,21 € est à affecter sur l'excédent sur le résultat de cette section sur l'exercice 2018. L'excédent à affecter est de 61 907,07 €.

Pour donner suite aux négociations avec les autorités de tarification madame CAU propose à l'assemblée délibérante d'affecter les résultats comme suit :

Section Hébergement :

- Réserve de compensation 39 134,61 €

Le solde de la réserve de compensation pour la section hébergement s'élève à 4 292,69 € au 31/12/2019.

Section Dépendance :

- Réserve de compensation 66 209,03 €

Section Soins :

- Réserve de compensation 61 907,07 €

Le solde de la réserve de compensation pour la section dépendance et soins s'élève à 303 575,78 € au 31/12/2019.

Vu l'avis favorable de la Commission des Finances du 12/12/2019.

Vu l'avis du Conseil d'Exploitation de l'Ehpad ERA CASO du 13/12/2019.

Madame CAU demande à l'assemblée délibérante d'approuver cette affectation des résultats.

Le Conseil Municipal, après délibération à l'unanimité, approuve l'affectation des résultats telle que proposée en séance.

9. REGIE MUNICIPALE A CARACTERE ADMINISTRATIF DOTE E DE LA SEULE AUTONOMIE FINANCIERE DE L'EHPAD ERA CASO : RETRAIT DE L'AUTONOMIE FINANCIERE

Rapporteur : Monsieur le Maire

Monsieur le Maire rappelle aux élus que l'EHPAD Era Caso est un Service Public Administratif (SPA) géré en régie dotée de la simple autonomie financière par délibération en date du 30 juin 2005.

Son budget est un budget annexe de la Commune de Bagnères de Luchon géré en comptabilité M22.

Par courrier en date du 21 novembre 2019, madame la trésorière de Bagnères de Luchon nous a fait savoir que l'instruction budgétaire M22 précise qu'un budget annexe M22 d'une collectivité locale utilisant une autre nomenclature (dans le cas présent M14) ne peut disposer de l'autonomie financière.

Elle nous précise en outre qu'au 1^{er} janvier 2020, une évolution de l'applicatif Hélios bloquera tous les budgets qui présentent une anomalie réglementaire.

Par conséquent, il s'avère impératif d'opérer des modifications permettant d'assurer la continuité du service public.

Il est ainsi proposé dans un premier temps de retirer l'autonomie financière à l'EHPAD Era Caso, Régie Municipale à caractère administratif, pour la période courant du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2020.

Dans un second temps, à compter du 1^{er} janvier 2021, la régie sera dissoute et un nouveau schéma organisationnel, dont le Conseil Municipal aura à décider, devra être mis en place.

Monsieur le Maire précise à l'assemblée que ces évolutions successives ont été envisagées en lien étroit avec la DRFIP qui a apporté son expertise.

Vu l'avis du Comité Technique du 12/12/2019.

Vu l'avis favorable de la Commission des Finances du 12/12/2019.

Vu l'avis du Conseil d'Exploitation du 13/12/2019.

Monsieur le Maire propose à l'assemblée délibérante de bien vouloir approuver le retrait de l'autonomie financière de l'EHPAD Era Caso au 1^{er} janvier 2020 et le principe d'une dissolution pour le 1^{er} janvier 2021.

Le Conseil Municipal, par 16 voix pour, 0 voix contre et 4 abstentions (M. LADRIX, M. FARRUS ayant donné procuration à Mme SANCHEZ, M. CATTAL et Mme SANCHEZ) approuve le retrait de l'autonomie financière de l'EHPAD Era Caso au 1^{er} janvier 2020 et le principe d'une dissolution pour le 1^{er} janvier 2021.

AFFAIRES COMMUNALES

10. DECISION MODIFICATIVE N° 5 DU BUDGET COMMUNAL

Transmission au contrôle de légalité le 16/12/2019

Affichée le 16/12/2019

Rapporteur : Madame CAU

Madame CAU propose aux élus d'apporter les modifications suivantes dans les ouvertures de crédits prévu au budget 2019 communal.

Section investissement

Dépenses

2135 (o) TR REGIE	INSTALLATION GENERALES, AGENCEMENTS, AMENAGEMENTS DES CONSTRUCTIONS	15 000€
2313 (o)	CONSTRUCTION	350 000€
2135-880	DIVERS TRAVAUX SERVICES TECHNIQUES	-15 000€
	TOTAL	350 000€

Recettes

001 (o)	REPORT RESULTAT INVESTISSEMENT	1.82€
10226	TAXE AMENAGEMENT	-1.82€
2312 (o)	AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DE TERRAINS	350 000€
	TOTAL	350 00€

Section de fonctionnement

Dépenses

Recettes

002 (o)	REPORT RESULTAT FONCTIONNEMENT	1.51€
7028	AUTRES PRODUITS AGRICOLES ET FORESTIERS	-15 001.51€
722 (o)	IMMOBILISATIONS CORPORELLES (TR REGIE)	15 000€
	TOTAL	0€

Madame CAU demande donc à l'assemblée délibérante d'approuver la décision modificative n°5 par article ou par opération en section d'investissement et par chapitre en section de fonctionnement tel que suit :

Section investissement

Dépenses

OP 880	-15 000€
2313 (o)	350 000€
2135 (o) TR REGIE	15 000€
TOTAL	350 000€

Recettes

2312 (o)	350 000€
001	1.82€
10	-1.82€
TOTAL	350 000€

Section de fonctionnement

Dépenses

Recettes

002	1.51€
70	-15 001.51€
042	15 000€
TOTAL	0€

Vu l'avis favorable de la Commission des Finances du 12/12/2019.

Madame CAU demande aux élus d'approuver la Décision Modificative n° 5 du budget communal telle qu'exposée en séance.

Le Conseil Municipal, après délibération à l'unanimité, approuve la Décision Modificative n° 5 par article ou par opération en section d'investissement et par chapitre en section de fonctionnement tel que présenté en séance.

11. DECISION MODIFICATIVE 3 DU BUDGET ANNEXE EAU

Rapporteur : Madame CAU

Madame CAU indique aux élus que cette décision modificative vise à changer la pratique comptable des affectations de résultat dans la collectivité. Actuellement, la collectivité arrondi les résultats comptables lors de l'affectation du résultat. Cette pratique est tolérée par le comptable public.

Suite à l'arrivée de la nouvelle trésorière il a été convenu de changer les modalités d'affectation des résultats en ne procédant plus aux arrondis.

Madame CAU propose à l'assemblée délibérante d'apporter les modifications suivantes dans les ouvertures de crédits prévu au budget annexe 2019 de l'eau.

Section investissement

Recettes

001	REPORT DE RESULTAT INVESTISSEMENT	1.07€
10228	AUTRES FONDS	-1.07€
	TOTAL	0€

Section de fonctionnement

Dépenses

Recettes

002	REPORT DE RESULTAT EXPLOITATION	0.86€
70128	AUTRES TAXES ET REDEVANCES	-0.86€
	TOTAL	0€

Madame CAU demande donc aux élus d'approuver la décision modificative n°3 par article ou par opération en section d'investissement et par chapitre en section de fonctionnement tel que suit :

Section investissement

Dépenses

Recettes

001	1.07€
10	-1.07€
TOTAL	0€

Section de fonctionnement

Dépenses

Recettes

002	0.86€
70	-0.86€
TOTAL	0€

Vu l'avis favorable de la Commission des Finances du 12/12/2019.

Madame CAU demande aux élus d'approuver la Décision Modificative n° 3 du budget de l'eau telle qu'exposée en séance.

Le Conseil Municipal, après délibération à l'unanimité, approuve la décision modificative n°3 du budget de l'eau par article ou par opération en section d'investissement et par chapitre en section de fonctionnement telle que présentée en séance.

12. DECISION MODIFICATIVE 3 DU BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT

Rapporteur : Madame CAU

Madame CAU précise aux élus que cette décision modificative vise à changer la pratique comptable des affectations de résultat dans la collectivité. Actuellement, la collectivité arrondi les résultats comptables lors de l'affectation du résultat. Cette pratique est tolérée par le comptable public.

Suite à l'arrivée de la nouvelle trésorière il a été convenu de changer les modalités d'affectation des résultats en ne procédant plus aux arrondis.

Madame CAU propose aux élus d'apporter les modifications suivantes dans les ouvertures de crédits prévu au budget annexe 2019 de l'assainissement.

Section investissement

Recettes

001	REPORT DE RESULTAT INVESTISSEMENT	0.24€
10228	AUTRES FONDS	-0.24€
	TOTAL	0€

Section de fonctionnement

Dépenses

Recettes

002	REPORT DE RESULTAT EXPLOITATION	0.13€
70128	AUTRES TAXES ET REDEVANCES	-0.13€
	TOTAL	0€

Madame CAU demande donc aux élus d'approuver la décision modificative n°3 par article ou par opération en section d'investissement et par chapitre en section de fonctionnement tel que suit :

Section investissement

Dépenses

Recettes

001	0.24€
10	-0.24€
TOTAL	0€

Section de fonctionnement

Dépenses

Recettes

002	0.13€
70	-0.13€
TOTAL	0€

Vu l'avis favorable de la Commission des Finances du 12/12/2019.

Madame CAU demande aux élus d'approuver la DM3 du budget de l'assainissement telle qu'exposée en séance.

Le Conseil Municipal, après délibération à l'unanimité, approuve la décision modificative n°3 du budget de l'assainissement par article ou par opération en section d'investissement et par chapitre en section de fonctionnement telle que présentée en séance.

13. AUTORISATION A L'EXECUTIF D'ENGAGER, LIQUIDER ET MANDATER LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'ENSEMBLE DES BUDGETS DE LA COLLECTIVITE

Rapporteur : Madame CAU

Madame CAU rappelle aux élus que l'article L.1612-1 du CGCT dispose que, dans le cas où le budget n'a pas été adopté avant le 1^{er} janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif est en droit, du 1^{er} janvier de l'exercice jusqu'à l'adoption du budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, liquider et mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget, l'exécutif peut, sur autorisation de l'assemblée délibérante, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette. Cette autorisation précise le montant et l'affectation des crédits. Pour rappel, les autorisations de programmes ne sont pas concernées par ces limites.

Madame CAU propose à l'assemblée d'autoriser l'ordonnateur, en tant qu'exécutif, d'engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement non-objet d'autorisations de programme dans la limite du quart des crédits ouverts aux budgets 2019 non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Les limites sont les suivantes pour les différents budgets de la collectivité :

Pour la Commune

CHAPITRE	LIBELLE	CREDITS OUVERTS 2019 (BP + DM)	AUTORISATION DE CREDITS 2020 (sous réserve d'aucune autres DM 2019) JUSQU'AU VOTE DU BP 2020
20	Immobilisations incorporelles	489 679	122 419.75
21	Immobilisations corporelles	1 481 743	370 435.75
23	Immobilisations en cours	1 488 188	372 047

Pour les Thermes

CHAPITRE	LIBELLE	CREDITS OUVERTS 2019 (BP + DM)	AUTORISATION DE CREDITS 2020 (sous réserve d'aucune autres DM 2019) JUSQU'AU VOTE DU BP 2020
21	Immobilisations corporelles	689 374	172 343.50

Pour Era Caso

CHAPITRE	LIBELLE	CREDITS OUVERTS 2019 (BP + DM)	AUTORISATION DE CREDITS 2020 (sous réserve d'aucune autres DM 2019) JUSQU'AU VOTE DU BP 2020
22	Acquisition de l'élément de l'actif immobilisé	80 446	20 111.50

Pour l'eau

CHAPITRE	LIBELLE	CREDITS OUVERTS 2019 (BP + DM)	AUTORISATION DE CREDITS 2020 (sous réserve d'aucune autres DM 2019) JUSQU'AU VOTE DU BP 2020
20	Immobilisations incorporelles	50 000	12 500
23	Immobilisations en cours	350 006	87 501.50

Pour l'assainissement

CHAPITRE	LIBELLE	CREDITS OUVERTS 2019 (BP + DM)	AUTORISATION DE CREDITS 2020 (sous réserve d'aucune autres DM 2019) JUSQU'AU VOTE DU BP 2020
20	Immobilisations incorporelles	45 000	11 250
21	Immobilisations corporelles	150 000	37 500
23	Immobilisations en cours	170 492	42 623

Vu l'avis favorable de la Commission des Finances du 12/12/2019.

Suite aux avis des Conseils d'Exploitation des Thermes et de l'Ehpad Era Caso.

Madame CAU propose à l'assemblée délibérante d'autoriser l'exécutif à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts aux budgets de l'exercice précédent.

Le Conseil Municipal, après délibération à l'unanimité, autorise l'exécutif à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts aux budgets de l'exercice précédent et selon les modalités exposées en séance.

14. ACTUALISATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT DU BUDGET COMMUNAL

Rapporteur : Madame CAU

Madame CAU rappelle aux élus que par délibération du 4 avril 2019, le Conseil Municipal a voté deux autorisations de programme crédits de paiement (AP-CP).

Un AP-CP vise à planifier la mise en œuvre d'investissements sur le plan financier mais aussi organisationnel et logistique, en respectant les règles d'engagement.

Elle favorise la gestion pluriannuelle des investissements et permet d'améliorer la visibilité financière des engagements financiers de la collectivité à moyen terme.

Les autorisations de programme et crédits de paiement sont encadrés par le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), notamment par les articles L2311-3 et R2311-9.

Les autorisations de programme (AP) constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements. Elles demeurent valables sans limitation de durée jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation. Elles peuvent être révisées chaque année.

Les crédits de paiement (CP) constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées durant l'exercice, pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations de programme. Le budget de N ne tient compte que des CP de l'année.

La somme des crédits de paiement doit être égale au montant de l'autorisation de programme.

Les AP – CP actuelles sont :

Numéro de l'AP-CP	Libellé	Montant de l'AP	CP 2019	CP 2020
AP – CP 012019	PROGRAMME ADAP 2016-2019	318 998€	224 349€	94 649€
AP – CP 022019	REHABILITATION BATIMENT CHAMBERT	925 448.29€	301 401.82€	624 046.47€

Suite à la résiliation du contrat de délégation de service public il convient d'annuler l'AP – CP 022019. (ne concerne pas la rénovation des fresques toujours inscrite au budget)

Il convient de créer un nouvel AP – CP pour les travaux de recherche et mise en exploitation d'une nouvelle source d'eau minérale. Ainsi, les nouveaux AP – CP sont :

Numéro de l'AP-CP	Libellé	Montant de l'AP	CP 2019	CP 2020	CP2021
AP – CP 012019	PROGRAMME ADAP 2016-2019	318 998€	224 349€	94 649€	
AP – CP 032019	RECHERCHE ET MISE EN EXPLOITATION EAU MINERALE	1 200 000€	300 000€	800 000€	100 000€

Il conviendra d'ajuster l'AP -CP 032019 lors du prochain budget pour tenir compte de la réalité des crédits de paiement utilisés en 2019.

Vu l'avis favorable de la Commission des Finances du 12/12/2019.

Madame CAU demande aux élus d'approuver la suppression de l'AP -CP 022019 et la création de l'AP – CP 032019.

Le Conseil Municipal, après délibération à l'unanimité, approuve la suppression de l'AP-CP 022019 et la création de l'AP – CP 032019.

15. CONSTITUTION D'UNE PROVISION POUR RISQUE AU BUDGET COMMUNAL

Rapporteur : Madame CAU

Madame CAU rappelle à l'assemblée délibérante que le Code Général des Collectivités Territoriales prévoit à l'article L. 2331-2 que les communes doivent constituer des provisions dans les conditions suivantes :

- L'ouverture d'un contentieux à l'encontre de la Commune. La provision est constituée à hauteur du montant estimé par la commune de la charge qui pourrait en résulter en fonction du risque financier encouru ;
- Dès l'ouverture d'une procédure collective prévue au livre VI du code de commerce, une provision est constituée pour les garanties d'emprunts, les prêts et créances, les avances de trésorerie et les participations en capital accordés par la commune à l'organisme faisant l'objet de la procédure collective ;
- Lorsque le recouvrement des restes à recouvrer sur compte de tiers est compromis malgré les diligences faites par le comptable public, une provision est constituée à hauteur du risque d'irrecouvrabilité estimé par la commune à partir des éléments d'information communiqués par le comptable public.

La constitution d'une provision répond au principe comptable de prudence, la collectivité comptabilise une perte probable dès lors que cette perte est envisagée.

Par défaut, le régime de provision qu'applique la collectivité est semi-budgétaire, ainsi le mécanisme de provision est simple. Des lors que la survenance d'un risque (litige par exemple) ou d'une charge apparaît comme probable, la collectivité provisionne sur l'exercice en cours, c'est-à-dire qu'elle enregistre une dotation (charge non décaissée) d'un montant égal au risque (évalué) ou à la charge estimée. Elle crédite simultanément un compte de bilan (passif) pour le même montant.

Puis, lorsque le risque ou la charge se réalise (sur un exercice ultérieur), la collectivité constate la charge réelle et effective (dépense réelle) dans son résultat comptable et budgétaire. En parallèle, elle effectue la « reprise » de la provision constatée antérieurement en enregistrant, à hauteur du montant de la provision, en compte de résultat, un produit (non-encaissé) et en débitant le compte de bilan mouvementé initialement. La charge comptabilisée au cours de l'exercice de réalisation du risque ou de la charge est ainsi « neutralisée » à hauteur du montant provisionné à l'origine (par l'écriture de reprise en produit du compte de résultat).

Le risque pour lequel la Commune doit constituer une provision concerne le contentieux avec le Crédit Agricole concernant la garantie d'emprunt accordée à l'association « un maillot pour la vie ».

Pour rappel, la Commune s'est portée caution de l'emprunt contracté par cette association lors du Conseil Municipal du 20 janvier 2012. Par la suite, le tribunal administratif de Toulouse par un jugement du 29 septembre 2015 a annulé cette délibération. Cette annulation a été confirmée par le jugement de la Cour Administrative d'Appel de Bordeaux le 16 octobre 2017. Un contentieux a été à nouveau entamé par le Crédit Agricole le 1^{er} octobre 2018.

Ainsi, au budget 2019 il a été prévu la constitution d'une provision pour litiges et contentieux. Cette provision correspond à l'état au 31/12/2018 de l'emprunt de l'association « un maillot pour la vie » transmis le 13/02/2019 par le Crédit Agricole. Elle s'élève à 369 326€.

Le montant de la provision sera révisé annuellement en fonction des états annuels transmis par le Crédit Agricole, tant qu'un risque perdurera sur la Commune.

Vu l'avis favorable de la Commission des Finances du 12/12/2019.

Madame CAU propose aux élus de constituer une provision semi-budgétaire de 369 326 € concernant le contentieux avec le Crédit Agricole. Cette provision sera inscrite au compte 6865.

Monsieur LADRIX demande sur combien portait le contentieux ?

Madame CAU indique qu'il s'agit d'un million d'euros.

Monsieur LADRIX demande s'il s'agit de 369.000 euros pour des frais de justice et pas pour un remboursement du Crédit Agricole ?

Monsieur le Maire répond que c'est pour faire face à une éventuelle condamnation sans préjuger de la décision de justice à venir.

Le Conseil Municipal, après délibération à l'unanimité, approuve la constitution d'une provision semi-budgétaire de 369 326 euros concernant le contentieux avec le Crédit Agricole et son inscription au compte 6865.

16. ACTUALISATION DES DUREES D'AMORTISSEMENT POUR L'ENSEMBLE DE LA COLLECTIVITE

Rapporteur : Madame CAU

Madame CAU rappelle aux élus qu'il convient d'enrichir les délibérations fixant la politique d'amortissement de la collectivité afin de s'assurer de l'exhaustivité de la démarche.

Ainsi, il convient de préciser pour les budgets en M14 (uniquement Commune) :

- Compte 2152 – installation de voirie – durée d'amortissement 15 ans
- Compte 2158 – autres installations, matériel et outillage techniques (voirie) – durée d'amortissement 6 ans.

Est annexé à la délibération l'ensemble des durées d'amortissement dont madame CAU donne lecture aux élus.

Vu l'avis favorable de la Commission des Finances du 12/12/2019.

Suite aux avis des Conseils d'Exploitation des Thermes et de l'Ehpad Era Caso du 13/12/2019.

Madame CAU propose aux élus d'approuver cet ajustement de la politique d'amortissement de la collectivité.

Le Conseil Municipal, après délibération à l'unanimité, approuve l'ajustement de la politique d'amortissement de la collectivité selon les modalités exposées en séance.

17. REGLEMENTS DES SINISTRES DU 12/07/2019 ET DU 08/10/2019

Rapporteur : Monsieur LUPIAC

Monsieur LUPIAC rappelle aux élus que la Collectivité est assurée auprès de la SMACL. La franchise est de 300€.

Le 08/10/2019 en passant le rotofil, un agent communal a endommagé un véhicule stationné. La responsabilité de la collectivité a été reconnue lors du constat réalisé. Compte tenu que le dommage

causé au tiers à été évalué par le rapport d'expertise à 214.06€, il convient de régler cette somme directement à l'assureur du tiers lésé. L'assureur est la MACIF.

Le 12/07/2019 un agent communal a endommagé un véhicule stationné. La responsabilité de la collectivité a été reconnue lors du constat réalisé. Le rapport d'expertise évalue à 487.31€ le dommage causé. Notre assureur a pris en charge 187.31€. Il convient de régler la franchise de 300€ directement auprès du tiers lésé. L'assureur est MMA.

Vu l'avis favorable de la Commission des Finances du 12/12/2019.

Monsieur LUPIAC demande à l'assemblée délibérante d'approuver le versement des dommages et intérêts tels que présentés en séance.

Le Conseil Municipal, après délibération à l'unanimité, approuve le versement des dommages et intérêts tels que présentés en séance.

18. INDEMNITES 2019 DU RECEVEUR MUNICIPAL POUR L'ENSEMBLE DE LA COLLECTIVITE

Rapporteur : Monsieur le Maire

Vu l'article 97 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifié relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 82.979 du 19 novembre 1982 précisant les conditions d'octroi d'indemnités par les collectivités territoriales et leurs établissements publics aux agents des services extérieurs de l'Etat ;

Vu l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 relatif aux indemnités allouées par les communes pour la confection des documents budgétaires ;

Vu l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 relatif aux conditions d'attribution de l'indemnité de conseil allouée aux comptables non centralisateurs du Trésor chargés des fonctions de receveurs des communes et établissements publics locaux ;

Vu le changement de trésorière depuis mars 2019 ;

Vu l'avis favorable de la Commission des Finances du 12/12/2019.

Vu les avis des Conseils d'Exploitation des Thermes et de l'Ehpad Era Caso.

Monsieur le Maire propose aux élus :

- De demander le concours du receveur municipal pour assurer des prestations d'assistance en matière budgétaire, économie, financière et comptable définies à l'article 1 de l'arrêté du 16 décembre 1983 ;
- D'accorder l'indemnité de conseil au taux de 100% par an pour les budgets de la collectivité (commune, thermes et era caso) ;
- Que cette indemnité soit calculée selon les bases définies à l'article 4 de l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 précité et soit attribuée à madame Christine Fraissinet-Bescond, receveur municipal. Cela représente pour le budget communal 1 237.72€ bruts, pour la régie des thermes 859.80€ bruts et pour era caso 436.61€ bruts pour 2019.

Le Conseil Municipal, après délibération à l'unanimité,

- Décide de demander le concours du receveur municipal pour assurer des prestations d'assistance en matière budgétaire, économie, financière et comptable définies à l'article 1 de l'arrêté du 16 décembre 1983 ;
- Accorde l'indemnité de conseil au taux de 100% par an pour les budgets de la collectivité (commune, thermes et era caso) ;
- Dit que cette indemnité sera calculée selon les bases définies à l'article 4 de l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 précité et soit attribuée à madame Christine Fraissinet-Bescond, receveur municipal. Cela représente pour le budget communal 1 237.72€ bruts, pour la régie des thermes 859.80€ bruts et pour era caso 436.61€ bruts pour 2019.

19. CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS AVEC L'ASSOCIATION FESTIVAL TV COMMINGES PYRENEES RELATIVE A L'EDITION 2020 DU FESTIVAL :

Rapporteur : Monsieur le Maire

Monsieur le Maire indique aux élus que dans le cadre de la préparation de l'édition 2020 du Festival du Film organisé par l'Association Festival TV Comminges Pyrénées, il convient de renouveler l'engagement de la commune à verser à l'association organisatrice du Festival des Créations Télévisuelles de Luchon une subvention et de conclure une convention d'objectifs et de moyens.

Monsieur le Maire propose à l'assemblée délibérante que pour cette année, l'engagement de la commune porte sur une subvention de 100.000 euros.

Ce montant est équivalent à celui de 2019.

Cet engagement permet à l'association de préparer au mieux l'édition à venir avec les différents partenaires en mettant dès à présent en avant l'implication financière importante de la collectivité.

Dans l'attente du vote du budget primitif 2020, monsieur le Maire demande aux élus de voter le principe de l'attribution de cette subvention qui doit être versée au bénéficiaire pour 50 % de son montant au mois de janvier, le solde étant versé à l'issue de la manifestation.

Monsieur le Maire donne lecture aux élus de la convention d'objectifs et de moyens qui marque à nouveau l'attachement que la collectivité porte à la démarche de l'association et jointe en annexe à la présente délibération

Monsieur le Maire propose à l'assemblée délibérante,

Vu l'avis favorable de la Commission des Finances du 12/12/2019,

- D'approuver le principe du versement de la subvention de 100.000 euros.
- D'autoriser monsieur le Maire à signer la convention telle qu'exposée en séance avec le Président de l'association.

Le Conseil Municipal, après délibération à l'unanimité,

- Approuve le principe du versement de la subvention de 100.000 euros.
- Autorise monsieur le Maire à signer la convention telle qu'exposée en séance avec le Président de l'association.

20. RESTAURATION D'UNE SCULPTURE EN BOIS POLYCHROME ET DORE DU SAINT « SAINT ETIENNE » : PLAN DE FINANCEMENT

Rapporteur : Madame CAU

Madame CAU indique à l'assemblée délibérante qu'une sculpture en bois polychromé et doré du Saint « Saint Etienne » du XII^{ème} siècle est conservée au sein du clocher de l'église Notre Dame de l'Assomption de la commune.

La sculpture se trouve cependant dans des conditions de conservation peu favorables.

La commune a sollicité une restauratrice du patrimoine afin qu'elle établisse un devis pour la restauration de la sculpture en vue de sa présentation.

Le montant de ce devis s'élève à 3672 euros TTC.

Madame CAU informe les élus que le diocèse de Toulouse, par l'intermédiaire de la paroisse de Luchon, participera à cette opération à hauteur de 2000,00 euros qui seront versés à la commune après émission d'un titre de recettes à réception de la facture.

Le reste à charge de la commune s'élève donc à 1672 euros.

Une convention formalisant l'engagement de la commune et celui du diocèse de Toulouse a été rédigée dont madame CAU donne lecture à l'assemblée.

Vu l'avis favorable de la Commission des Finances du 12/12/2019.

Madame CAU propose aux élus,

- d'approuver l'opération de rénovation de la sculpture,
- d'approuver la participation du diocèse à hauteur de 2000 euros,
- d'approuver les termes de la convention exposée en séance,
- d'autoriser monsieur le Maire à signer la convention.

Le Conseil Municipal, après délibération à l'unanimité,

- approuve l'opération de rénovation de la sculpture,
- approuve la participation du diocèse à hauteur de 2000 euros,
- approuve les termes de la convention exposée en séance,
- autorise monsieur le Maire à signer la convention.

21. CREATION D'UN EMPLOI NON PERMANENT D'AGENT D'ANIMATION

Rapporteur : Monsieur LAVAL

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 3.1° ;

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

Considérant qu'il est nécessaire de recruter un agent contractuel pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité à savoir dans le cadre du service animation pour assurer la promotion des manifestations en ville et également le fonctionnement de la patinoire.

Monsieur LAVAL propose aux élus :

- Le recrutement d'un agent contractuel dans le grade d'adjoint technique pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité pour la période du 21 décembre 2019 au 8 mars 2020. Cet agent assurera les fonctions d'agent d'animation à temps non complet pour une durée hebdomadaire de service de 25 heures.

La rémunération de l'agent sera calculée en référence à l'indice brut 348 du grade de recrutement.

Monsieur LAVAL précise à l'assemblée que les crédits correspondants sont inscrits au budget.

Vu l'avis du Comité Technique en date du 12/12/2019.

Vu l'avis de la Commission du Personnel en date du 13/12/2019.

Vu l'avis favorable de la Commission des Finances du 13/12/2019.

Monsieur LAVAL propose aux élus d'approuver la création d'un emploi non permanent d'agent d'animation selon les modalités exposées en séance.

Le Conseil Municipal, après délibération à l'unanimité, approuve la création d'un emploi non permanent d'agent d'animation tel que présenté en séance.

22. CREATION D'UN EMPLOI NON PERMANENT D'AGENT POLYVALENT DES ECOLES

Rapporteur : Monsieur LAVAL

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 3.1° ;

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

Considérant qu'il est nécessaire de recruter un agent contractuel pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité à savoir la continuité du service public dans les écoles.

Monsieur LAVAL propose à l'assemblée délibérante :

- Le recrutement d'un agent contractuel dans le grade d'adjoint technique pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité pour la période du 16 décembre 2019 au 31 juillet 2020. Cet agent assurera les fonctions d'agent polyvalent des écoles à temps complet.

La rémunération de l'agent sera calculée en référence à l'indice brut 348 du grade de recrutement.

Monsieur LAVAL précise aux élus que les crédits correspondants sont inscrits au budget.

Vu l'avis du Comité Technique en date du 12/12/2019.

Vu l'avis favorable de la Commission des Finances du 12/12/2019.

Vu l'avis de la Commission du Personnel en date du 13/12/2019.

Monsieur LAVAL propose à l'assemblée délibérante d'approuver la création d'un emploi non permanent d'agent polyvalent des écoles selon les modalités exposées en séance.

Le Conseil Municipal, après délibération à l'unanimité, approuve la création d'un emploi non permanent d'agent polyvalent des écoles selon les modalités exposées en séance.

23. PROLONGATION DU MARCHE DE PRESTATIONS D'ASSURANCES – AVENANT N° 1 – AUTORISATION DE SIGNATURE

Rapporteur : Monsieur LUPIAC

Monsieur LUPIAC rappelle aux élus que le marché public de prestations d'assurances a été attribué par l'assemblée délibérante le 7 novembre 2014 pour une durée de 4 ans avec les entreprises suivantes :

-la SMACL Assurances pour le lot 1 Responsabilité civile et risques annexes. Le montant TTC du marché en euro est de 22 247.

-la CFDP pour le lot 2 Protection Juridique Personne Morale. Le montant TTC du marché en euro est de 3 025.

-la SMACL Assurances pour le lot 3 Dommages aux biens et risques annexes. Le montant TTC du marché en euro est de 83 919,14. La proposition dommage aux biens en variante de la SMACL a été retenue avec une franchise principale de 3000 euros.

- la SMACL Assurances pour le lot 4 Flotte automobile et risques annexes. Le montant TTC du marché en euro est de 20 545.88.

-la SMACL Assurances pour le lot 5 Risques Statutaires. Le montant TTC du marché en euro est de 63 277,04.

Cette consultation regroupe plusieurs entités et régies municipales :

-La Ville : Collectivité, ses services annexes, ses régies, et notamment :

-Les thermes : régie à autonomie financière sans personnalité morale,

-L'Ehpad ERA CASO régie sans personnalité morale.

-La Régie « Luchon Forme et Bien-Etre » régie à autonomie financière et personnalité morale.

Compte-tenu de la date de renouvellement et du recours à un prestataire spécialisé dans le montage et l'analyse de ce type de marché, il est proposé à l'assemblée délibérante une prolongation du marché en cours jusqu'au :

- 30 avril 2020.

Les attributaires de ce marché seront donc reconduits dans les mêmes conditions que le marché initial.

La Commission d'appel d'offres et la Commission des finances ont donné un avis favorable à la conclusion de la prolongation de ces marchés pour une durée de 4 mois.

Les modalités d'organisation et de fonctionnement du groupement sont formalisées dans l'avenant joint à la présente délibération.

Monsieur LUPIAC propose aux membres du Conseil Municipal de bien vouloir :

- autoriser monsieur le Maire à signer l'avenant N°1 relatif à la prolongation du marché initial pour une durée de 4 mois et d'engager la Commune de Bagnères de Luchon à exécuter avec les entreprises retenues, le marché correspondant.

Le Conseil Municipal, après délibération à l'unanimité,

- autorise monsieur le Maire à signer l'avenant N°1 relatif à la prolongation du marché initial pour une durée de 4 mois et l'engagement de la Commune de Bagnères de Luchon à exécuter avec les entreprises retenues, le marché correspondant.

24. DEROGATION RELATIVE AUX OUVERTURES DOMINICALES

Transmission au contrôle de légalité le 18/12/2019

Affichée le 18/12/2019

Rapporteur : Monsieur le Maire

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante que, conformément aux dispositions prévues par la loi n° 2015-990 du 6 août 2015, les modalités d'autorisation de dérogation au repos dominical des salariés (ouverture des commerces le dimanche) sont réglementairement encadrées.

Ainsi le Maire d'une commune peut accorder cette dérogation pour plus de 5 dimanches, un avis du conseil communautaire puis un avis du conseil municipal étant préalablement requis, conformément aux dispositions de l'article L 3132-26 du code du travail.

Monsieur le Maire indique aux membres du conseil municipal qu'une demande d'un professionnel du commerce implanté sur la commune a été adressée en mairie par courrier, afin d'obtenir une autorisation d'ouverture dominicale pour les dimanches suivants :

- Dimanches 9, 16, et 23 février 2020
- Dimanche 1er mars 2020
- Dimanches 12, 19, et 26 juillet 2020
- Dimanches 2, 9 et 16 août 2020
- Dimanches 20 et 27 décembre 2020

Pour ces ouvertures dominicales, les employeurs feront appel au volontariat de leurs personnels, conformément aux dispositions de l'article L 3132-27-1 du code du travail.

La communauté de communes Pyrénées Haut Garonnaises, par délibération du 14 novembre 2019, a donné son accord pour déroger au principe de repos dominical des salariés à ces dates.

Monsieur le Maire précise aux élus qu'un arrêté municipal prévoira ultérieurement et après avis des organisations d'employeurs et de salariés, conformément à la réglementation, les conditions de mise en œuvre.

Vu l'avis favorable de la Commission des Finances du 12/12/2019.

Monsieur le Maire demande en conséquence à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur les dérogations au repos dominical aux dates exposées en séance.

Le Conseil Municipal, après délibération à l'unanimité, approuve les dérogations au repos dominical aux dates et selon les modalités exposées en séance.

**25. RECHERCHE D'UNE NOUVELLE RESSOURCE EN EAU MINERALE SUR LE SITE DE LAPADE,
APPROBATION DU PROGRAMME DE TRAVAUX ET DU PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL**

Transmission au contrôle de légalité le 18/12/2019

Affichée le 18/12/2019

Rapporteur : Monsieur le Maire

Monsieur le Maire rappelle aux élus que par délibération n° DEL20180045 du 23/03/2018, le Conseil Municipal a approuvé le lancement des travaux de recherche d'une nouvelle ressource en eau minérale.

Des forages ont depuis eu lieu sur 2 sites distincts mais, dans les deux cas, les recherches ont malheureusement été infructueuses l'eau n'étant pas présente en quantité et qualité attendues.

Au regard des enjeux du dossier, notamment en termes de sauvegarde de l'emploi et de ressources financières pour la Ville, il est proposé de poursuivre les recherches sur un troisième site, celui même de l'émergence de la source Lapadé.

Les travaux consisteront notamment en :

- grutage et installation du matériel ;
- instrumentation du site ;
- réalisation d'un forage vertical,
- réalisation, le cas échéant, d'un second forage incliné/horizontal,
- réalisation du forage d'exploitation.

Le coût prévisionnel des travaux est aujourd'hui estimé à 575.000 euros H.T.

Monsieur le Maire informe les élus que seront sollicités, pour participer au financement des travaux réalisés sous maîtrise d'ouvrage communale :

- La SEML à hauteur de 49% (financement d'ores et déjà acquis)
- L'Etat (DETR) à hauteur de 30%.

Vu l'avis favorable de la Commission des Finances du 12/12/2019.

Monsieur le Maire propose à l'assemblée délibérante d'approuver le programme de travaux et le plan de financement prévisionnels tels qu'exposés en séance.

Monsieur LADRIX demande si l'on procède à un nouveau forage sur le site de l'ancien ?

Monsieur le Maire répond par l'affirmative.

Monsieur LADRIX demande si le classement en eau minérale serait à renouveler ?

Monsieur le Maire indique que cela ne sera pas nécessaire si l'eau présente le même faciès.

L'agrément actuel sera valable.

Monsieur LADRIX rappelle qu'actuellement l'usine d'eau est à l'arrêt, il souhaite savoir si la SEML peut demander un dédommagement.

Monsieur le Maire indique qu'aujourd'hui, ce n'est pas du tout l'esprit puisque la SEML finance l'opération à 49 %.

Le Conseil Municipal, après délibération à l'unanimité, approuve le programme de travaux et le plan de financement prévisionnels tels qu'exposés en séance.

26. RECHERCHE D'UNE NOUVELLE RESSOURCE EN EAU MINERALE SUR LE SITE DE LAPADE, MESURES DE GESTION DES RISQUES PENDANT LES TRAVAUX

Rapporteur : Monsieur LUPIAC

Monsieur LUPIAC informe les élus que les travaux qui vont être menés sur le site de Lapadé sont extrêmement sensibles du fait de leur proximité immédiate avec un canal EDF.

Ils le sont également car ils sont susceptibles d'interférer avec la production d'eau potable, les émergences de Naou Hounts étant situées elles aussi à proximité immédiate.

La question est particulièrement cruciale, les forages devant être réalisés en milieu karstique fracturé et pouvant donc déstabiliser les cheminements actuels de l'eau.

Au regard des risques, il est nécessaire de signer une convention avec EDF précisant les mesures conservatoires à prendre concernant le canal.

Les conditions substantielles de cette convention, élaborée après constat d'huissier d'ores et déjà réalisé, consisteront notamment :

- En la protection du Canal par de plaques métalliques en phase travaux,
- En l'engagement qu'aucun engin ne soit déposé ou ne circule sur le Canal
- En l'engagement de la commune à une remise en état en cas de dégradations

La convention sera en outre assortie d'un protocole d'intervention en cas de sinistre.

Il est également nécessaire d'engager notamment en lien avec Suez une série d'études permettant d'envisager les solutions palliatives pour faire face aux différents problèmes qui pourraient survenir.

Concrètement il s'agit d'être en capacité de réagir en cas de :

- Problèmes bactériologiques
- Problèmes de turbidité
- Problème de diminution transitoire ou pérenne des volumes disponibles pour l'eau potable

Vu l'avis favorable de la Commission des Finances du 12/12/2019.

Monsieur LUPIAC propose donc à l'assemblée délibérante,

- d'autoriser monsieur le Maire à signer la convention avec EDF précisant les mesures conservatoires à prendre concernant le canal et dont les conditions essentielles sont précisées ci-dessus,
- d'autoriser monsieur le Maire à engager des études notamment en lien avec SUEZ qui permettront d'envisager des solutions palliatives pour faire face aux différents problèmes qui pourraient se présenter.

Monsieur LADRIX demande si aujourd'hui il y a un problème bactériologique sur l'eau potable ?

Monsieur le Maire répond par la négative.

Le Conseil Municipal, après délibération à l'unanimité,

- autorise monsieur le Maire à signer la convention avec EDF précisant les mesures conservatoires à prendre concernant le canal et dont les conditions essentielles sont précisées ci-dessus,
- autorise monsieur le Maire à engager des études notamment en lien avec SUEZ qui permettront d'envisager des solutions palliatives pour faire face aux différents problèmes qui pourraient se présenter.

27. RECHERCHE D'UNE NOUVELLE RESSOURCE EN EAU MINERALE ET PROTECTION DE LA RESSOURCE EN EAU POTABLE : ACCORD DE PRINCIPE POUR REALISER LES OPERATIONS FONCIERES NECESSAIRES (LAPADE) :

Rapporteur : Monsieur LUPIAC

Dans le cadre des recherches d'une nouvelle ressource en eau minérale, le Conseil Municipal a d'ores et déjà approuvé des accords fonciers permettant dans un premier temps, d'effectuer des recherches exploratoires sur un terrain appartenant à monsieur SANSON (parcelle D414) puis, dans un second temps, sur un terrain appartenant à madame LADRIX (parcelles D109 et D110).

Malheureusement les recherches sur ces 2 sites se sont soldées par des échecs et de ce fait, les accords fonciers précités sont dorénavant caducs.

Du fait de l'arrêt de la production d'eau de Luchon au mois de juillet 2019, notre maître d'œuvre nous a conseillé d'entreprendre de nouveaux travaux exploratoires directement sur le site de l'émergence anciennement exploitée, c'est-à-dire sur la parcelle cadastrée C12.

Cette parcelle, d'une superficie totale de 2.854.200m² constitue un bien non délimité (BND) avec 3 propriétaires : l'Etat (2.845.424 m²), monsieur Jean-Paul DENARD (3.753 m²) et la Ville de Luchon (5.023 m²).

Les surfaces respectives de chaque propriétaire se résument à des pourcentages puisque le fait que le terrain soit un BND implique qu'il n'y ait pas de délimitation physique de la quote part appartenant aux uns et aux autres.

Le partage de ce bien non délimité permettrait de figer physiquement les surfaces appartenant à chaque propriétaire.

L'Etat et monsieur DENARD ont d'ores et déjà fait part à la Ville de leur accord de principe pour le partage de ce BND.

En outre, l'acquisition de la quote part de terrain appartenant à monsieur DENARD, permettrait à la Ville de disposer d'une surface suffisante pour devenir pleine propriétaire de l'emprise dédiée aux forages exploratoires pour l'eau minérale mais également d'une surface suffisante pour être propriétaire de l'ensemble de la zone de périmètre de protection rapproché de la ressource en eau potable.

Monsieur DENARD ayant fait part à la Ville de son accord pour procéder à cette cession, il est proposé à l'assemblée de donner une suite favorable.

Les conditions d'acquisition proposées sont les suivantes :

- Achat des 3753 m² du BND constitué par la parcelle C 12 à monsieur DENARD au tarif de 21.900€ à régler comme suit :
- La somme de 20.000 euros
- Une dation en paiement de 1900 euros représentée par la parcelle F 36 d'une superficie de 6345 m², située « Les Cabanetes » à l'Hospice de France (estimation du coût conforme à celle donnée par avis du domaine - avis réf. 2019-31042V2917).

Il est à noter que le prix, qui peut paraître élevé au regard des tarifs qui se pratiquent pour ce type de terrain, trouve une justification en termes de bonne gestion des deniers publics et d'intérêt général notamment du fait de l'importante ressource financière que constitue la vente d'eau minérale pour la commune, de l'intérêt indéniable du maintien des emplois de l'usine d'eau sur le territoire ainsi que de l'effet positif en termes d'image de la commercialisation partout en France de l'eau de Luchon.

Au regard de ces éléments, et vu l'avis favorable de la Commission des Finances du 12/12/2019,

Monsieur LUPIAC sollicite l'autorisation de l'assemblée délibérante afin :

- D'approuver le principe du partage du BND constitué par la parcelle C12,
- D'approuver l'acquisition de la quote part de terrain du BND de la parcelle C12 appartenant à monsieur DENARD dans les conditions précitées
- D'autoriser monsieur le Maire à réaliser toutes opérations et à signer tous les actes sous seings privés et notariés nécessaires au partage de ce BND et à l'acquisition de la quote part de terrain appartenant à monsieur DENARD.

Monsieur LADRIX indique que cela fait environ 15 euros le m².

Monsieur le Maire répond par l'affirmative.

Il rappelle que l'enjeu essentiel de ce dossier est de sécuriser le périmètre autour de l'émergence.

Le Conseil Municipal, après délibération à l'unanimité,

- Approuve le principe du partage du BND constitué par la parcelle C12,
- Approuve l'acquisition de la quote part de terrain du BND de la parcelle C12 appartenant à monsieur DENARD dans les conditions précitées
- Autorise monsieur le Maire à réaliser toutes opérations et à signer tous les actes sous seings privés et notariés nécessaires au partage de ce BND et à l'acquisition de la quote part de terrain appartenant à monsieur DENARD.

28. PARTICIPATION AUX FRAIS DE BRANCHEMENT AU RESEAU D'ASSAINISSEMENT, PRECISIONS :

Rapporteur : Monsieur LUPIAC

Monsieur LUPIAC indique aux membres du Conseil Municipal que par délibération N°2012-0099 en date du 22 juin 2012, relative à l'institution de la Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (P.F.A.C.), ont été également reprises à l'identique les conditions de la participation aux frais de branchement, régies par l'article L1331-2 du Code de la Santé Publique, approuvées par délibération du Conseil Municipal en date du 13 janvier 2006.

Une ambiguïté concernant le montant à facturer pouvant se faire jour à la lecture des délibérations précitées concernant la participation aux frais de branchement, il est proposé aujourd'hui d'apporter la précision suivante :

- « Les montants indiqués au 5) de la délibération N°2012-0099 en date du 22 juin 2012, reprenant ceux déjà exposés dans la délibération du Conseil Municipal en date du 13 janvier 2006 sont des montants HT. ».

Vu l'avis favorable de la Commission des Finances du 12/12/2019.

Monsieur LUPIAC demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir approuver les précisions à la délibération telles qu'exposées en séance.

Le Conseil Municipal, après délibération à l'unanimité, approuve les précisions à la délibération n° DEL20120099 du 22 juin 2012 telles qu'exposées en séance.

29. EXTENSION DU RESEAU D'ASSAINISSEMENT IMPASSE DU MOULIN, IMPASSE DES LILAS, PASSAGE DU SEINTEIN ET RUE DU DOCTEUR LAMBRON

Rapporteur : Monsieur LUPIAC

Monsieur LUPIAC indique aux membres du Conseil Municipal qu'un certain nombre de riverains ont fait part à la collectivité de leur souhait de se raccorder sur le réseau de collecte des eaux usées.

La réalisation d'extensions du réseau existant a donc été étudiée.

Dix propriétaires sont donc concernés par ces raccordements permettant ainsi pour les impasses des Lilas et du Moulin de supprimer les derniers écoulements d'eaux usées dans le canal traversant la commune.

Les recettes possibles générées par la PFAC (Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif) et la participation aux frais de branchement ont été quantifiés.

La Participation aux frais de branchement compris dans une tranche de travaux non subventionnés pourra être recouvrée de façon la suivante (montant HT) :

IMPASSE DU MOULIN :

-Parcelle N° AE 358	1 600,00 Euros
-Parcelle N° AE 359	1 600,00 Euros
-Parcelle N° AE 363	1 600,00 Euros

IMPASSE DES LILAS :

-Parcelle N° AH 63	1 600,00 Euros
-Parcelle N° AH 64	1 600,00 Euros
-Parcelle N° AH 66	1 600,00 Euros

PASSAGE DU SEINTEIN :

-Parcelle N° AK 557	1 600,00 Euros
-Parcelle N° AK 558	1 600,00 Euros

RUE DU DOCTEUR LAMBRON :

-Parcelle N° AL 15	1 600,00 Euros
-Parcelle N° AL 27	1 600,00 Euros

Cette taxe pourra être perçue dès la mise en place effective du tabouret de branchement au droit des parcelles.

Il est à noter que la parcelle N° AH 66 n'est pas en limite du domaine public et devra réaliser la mise en œuvre de 3 ou 4 mètres de canalisation sur domaine privé pour raccorder sa parcelle au tabouret de branchement.

En ce qui concerne la P.F.A.C pour les constructions existantes le montant escompté sera de :

IMPASSE DU MOULIN :

-Parcelle N° AE 358	1 750,00 Euros
-Parcelle N° AE 359	1 750,00 Euros
-Parcelle N° AE 363	1 750,00 Euros

IMPASSE DES LILAS :

-Parcelle N° AH 63	1 750,00 Euros
-Parcelle N° AH 64	437,50 Euros
-Parcelle N° AH 66	1 750,00 Euros

PASSAGE DU SEINTEIN :

-Parcelle N° AK 557	1 750,00 Euros
-Parcelle N° AK 558	1 750,00 Euros

RUE DU DOCTEUR LAMBRON :

-Parcelle N° AL 15	1 750,00 Euros
-Parcelle N° AL 27	1 750,00 Euros

Cette taxe correspond à la participation pour la réalisation d'une antenne et/ou d'un branchement sur une tranche de travaux non subventionnés.

Cette taxe pourra être réclamée aux propriétaires à la réception des travaux.

Suivant les devis établis les dépenses pour ce projet s'élèvent à 105 795.31 Euros T.T.C

Vu la délibération du 22 juin 2012 instaurant la Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (P.F.A.C),

Vu l'avis favorable de la Commission des Finances du 12/12/2019.

Monsieur LUPIAC propose à l'assemblée délibérante d'approuver la participation aux frais de branchement selon les modalités exposées en séance.

Monsieur LADRIX demande si ce sera sur la base du volontariat ?

Monsieur LUPIAC précise que tout le monde, en zone d'assainissement collectif, doit se connecter.

Le Conseil Municipal, après délibération à l'unanimité, approuve la participation aux frais de branchement selon les modalités exposées en séance.

30. TERRAIN DE LA GARE, PRECISIONS SUR LA CESSION A CITE JARDINS

Rapporteur : Monsieur le Maire

Monsieur le Maire informe l'assemblée que par délibérations du 3 Juin 2016, du 8 décembre 2017 et du 29 juin 2018 les conditions de cessions des 4595 m2 issues de la parcelle AC 315 et celles de la parcelle AC 329 ont été validées pour une emprise totale cumulée de 4948m².

Depuis les conditions réglementaires concernant l'application de la TVA ont évolué et il convient donc d'en tenir compte.

Ainsi, il est précisé que la cession de l'emprise précitée (4984m² issus de 4595m² de la parcelle AC 315 et des 353m² de la parcelle AC329) est assujettie à la TVA sur la marge en vertu de l'article 268 du Code général des impôts.

Cette dernière est nulle au regard des caractéristiques de l'opération (pas de plus-value).

Par conséquent, le montant de la TVA à acquitter est nul et le prix de vente de l'emprise concernée s'élève donc à 104 187 € nets.

Monsieur le Maire précise aux élus que l'avis de France Domaine a été sollicité pour l'évaluation de ces 2 parcelles.

Les 4595 m2 issus de la parcelle AC 135 sont estimés par cet organisme à 110 000 € (avec marge de négociation de 10%) et la parcelle AC329 à 10 000 € HT.

L'estimation totale s'élève donc à 120.000€.

Monsieur le Maire précise à l'assemblée que la cession a un prix inférieur à l'estimation des domaines se justifie par l'intérêt général que revêt cette opération.

En effet, il est dans l'intérêt du territoire de développer sa population permanente et de soutenir les projets permettant de lutter contre les difficultés d'accès à des logements locatifs permanents sur la commune.

En l'occurrence, ce projet vise à construire 16 villas qui seront mises en location à l'année.

Vu l'avis favorable de la Commission des Finances du 12/12/2019.

Monsieur le Maire propose à l'assemblée délibérante d'approuver l'ensemble des précisions relatives

à la cession à Cité Jardins, telles qu'exposées en séance.

Le Conseil Municipal, après délibération à l'unanimité, approuve l'ensemble des précisions relatives à la cession à Cité Jardins, telles qu'exposées en séance.

31. SDEHG, POSE D'UN COFFRET « MARCHE » PLACE DE LA MAIRIE

Rapporteur : Monsieur LUPIAC

Monsieur LUPIAC informe le conseil municipal que pour donner suite à la demande de la commune du 13/06/2019, concernant l'étude de la pose d'un coffret marché place de la Mairie, le SDEGH a réalisé le plan de ce projet.

Monsieur LUPIAC invite l'assemblée à délibérer sur l'engagement de la participation financière de la commune, calculée sur les bases suivantes :

• TVA (récupérée par le SDEGH)	647 €
• Part SDEHG	2 299 €
• Part restant à la charge de la commune (ESTIMATION)	1 160 €
Total	4 106 €

Avant de planifier les travaux correspondants, le SDEHG demande à la commune de s'engager sur sa participation financière.

Vu l'avis favorable de la Commission des Finances du 12/12/2019.

Monsieur LUPIAC demande à l'assemblée délibérante :

- D'approuver l'avant-projet sommaire présenté
- De s'engager sur la participation financière
- De conclure un contrat de fourniture d'électricité puis de solliciter la mise en service dudit raccordement auprès d'Enedis.

Le Conseil Municipal, après délibération à l'unanimité,

- Approuve l'avant-projet sommaire présenté
- Engage la participation financière de la commune
- Décide de conclure un contrat de fourniture d'électricité puis de solliciter la mise en service dudit raccordement auprès d'Enedis.

32. CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC « TEAM VTT HAUTE-GARONNE » EN STAGE D'ETE SUR BAGNERES DE LUCHON :

Rapporteur : Madame LAPEBIE

Madame LAPEBIE rappelle aux membres du Conseil Municipal que la commune de Bagnères de Luchon a accueilli du 12 au 14 juillet 2019 l'équipe de VTT départementale de la Haute Garonne à l'occasion de la préparation, de compétitions nationales.

« Team VTT 31 » ayant pris l'engagement de mettre en valeur la destination Luchon lors de ses déplacements ; en contrepartie la Mairie a pris en charge l'hébergement et la restauration durant le stage d'été à hauteur de 1700 € TTC.

Vu l'avis favorable de la Commission des Finances du 12/12/2019.

Madame LAPEBIE propose aux membres du Conseil Municipal d'approuver la convention de partenariat telle qu'exposée en séance et d'autoriser monsieur le Maire à la signer.

Le Conseil Municipal, après délibération à l'unanimité, approuve la convention de partenariat telle exposée en séance et autorise monsieur le Maire à la signer.

33. MOTION DE SOUTIEN AUX ELUS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES CAGIRE GARONNE SALAT POUR LE MAINTIEN D'UNE TRESORERIE DE PLEINE COMPETENCE

Rapporteur : Monsieur le Maire

« Les élus du territoire Cagire Garonne Salat continuent de se mobiliser contre la fermeture de la Trésorerie de Salies-du-Salat.

Après un premier rassemblement le 23 septembre à Salies-du-Salat, une nouvelle action a eu lieu le mardi 29 octobre à 10 heures devant la Sous-Préfecture de Saint-Gaudens.

Pour rappel, le projet de futur réseau des finances publiques pour la Haute-Garonne prévoit la fermeture de la Trésorerie de Salies-du-Salat.

Après la suppression en janvier 2018 de celle d'Aspet, la trésorerie de Salies-du-Salat reste la seule du territoire Cagire Garonne Salat à répondre à la fois aux besoins des collectivités et des administrés.

Pour l'ensemble des élus de la communauté de communes, cette proposition ne correspond absolument pas aux besoins du territoire.

Issue d'une fusion de plusieurs communautés de communes, la Communauté de Communes Cagire Garonne Salat, avec ses 55 communes, se doit d'être dotée d'une Trésorerie de pleine compétence, maintenue et renforcée à Salies-du-Salat.

Le service proposé doit être amélioré sur place, avec un renforcement du personnel compétent dédié aux collectivités et aux administrés.

Devoir aller à Saint-Gaudens, voire jusqu'à Luchon, paraît antinomique avec l'idée de réseau de proximité.

Il est inconcevable pour les élus locaux de laisser dépérir cette Trésorerie.

C'est pourquoi les élus du territoire demandent très solennellement le maintien et le renforcement de la Trésorerie de Salies-du-Salat. »

En conséquence, vu l'avis favorable de la Commission des Finances du 12 décembre 2019, monsieur le Maire propose à l'assemblée délibérante de s'opposer au projet de réorganisation du réseau des finances publiques actuellement en cours de validation.

Le Conseil Municipal, après délibération à l'unanimité, s'oppose au projet de réorganisation du réseau des finances publiques actuellement en cours de validation.

L'ordre du jour étant épuisé,
La séance est levée à 22 h 32.